

En 2009, 5 offices se regroupent pour constituer FranceAgriMer

Un nouvel établissement, issu de la fusion de l'OFFICE DE L'ELEVAGE, de l'OFIMER, de l'ONIGC, de l'ONIPPAM et de VINIFLHOR, pour :

- Assurer une **meilleure cohérence dans l'orientation et le soutien aux filières,**
- Devenir, pour les professionnels, un **lieu d'arbitrage entre les filières,**
- Renforcer le **suivi économique des filières,**
- Améliorer la **réactivité dans la gestion des crises.**

LA REFORME DES OFFICES AVEC LA MODERNISATION DE L'ETAT DANS LE SECTEUR AGRICOLE

La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 a prévu le regroupement des principaux offices agricoles en trois pôles (Grandes cultures, Elevage, Vin - Fruits et légumes), ainsi que la création de l'Agence Unique de Paiement (AUP), dans le but de renforcer les actions de développement des filières et de sécuriser le paiement des aides. Cette même loi a arrêté le principe de la fusion du CNASEA et de l'AUP, au plus au 1^{er} janvier 2013.

Le regroupement des offices s'est concrétisé par le déménagement, en juillet 2007, des trois pôles (ONIGC, OFFICE DE L'ELEVAGE, VINIFLHOR), de l'ODEADOM, de l'OFIMER et de l'AUP sur un même site, «l'Arboreal», situé à Montreuil sous Bois. Il a déjà permis la création de fonctions communes entre les établissements (bâtiment, logistique, documentation, reprographie, ...) gérées par l'AUP.

La démarche introduite en juillet 2007 par la révision générale des politiques publiques vise à moderniser l'action et les structures de l'Etat, ou celles qui lui sont rattachées, afin de s'adapter au mieux au contexte évolutif des politiques publiques.

Dans ce cadre, le 12 décembre 2007, le Conseil de modernisation des politiques publiques a décidé de poursuivre et d'accélérer la réforme visant à adapter l'organisation des offices d'intervention agricole aux évolutions prévisibles de l'agriculture et de la pêche et a annoncé :

- la création d'un établissement unique regroupant 5 offices d'intervention agricole,
- la création d'un organisme unique issu de la fusion du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) et de l'agence unique de paiement (AUP).

Les principaux objectifs de cette nouvelle réforme sont :

- adapter l'organisation dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche en fonction des évolutions prévisibles au niveau communautaire vers une organisation commune de marché (OCM) unique dans le domaine agricole ;
- structurer de manière homogène la concertation avec les organisations professionnelles et interprofessionnelles, tout en maintenant dans le nouveau cadre global des conseils spécialisés secteur par secteur ;
- créer des synergies entre les différentes structures exerçant des métiers de même type et générer des économies d'échelle à travers un rapprochement des fonctions support ainsi que par une rationalisation des implantations régionales.



LA CRÉATION DE FRANCEAGRI MER

Le nouvel établissement, dénommé «FranceAgriMer» (établissement national des produits de l'agriculture et de la mer), sera issu de la fusion des 5 offices agricoles et du Service des Nouvelles des Marchés, service à compétence nationale précédemment rattaché au ministère de l'agriculture et de la pêche. Sa création est prévue en 2009 et l'établissement se substituera aux cinq offices d'origine dans leurs biens, droits et obligations. Il reprendra l'ensemble des missions qui étaient confiées à ces établissements.

FranceAgriMer aura en charge les filières des grandes cultures (céréales, oléoprotéagineux, sucre), des viandes, du lait, de la pêche et de l'aquaculture, des vins, des fruits, des légumes, de l'horticulture et des plantes à parfum, aromatiques et médicinales. Il sera un lieu d'échanges et le cas échéant, d'arbitrage entre les filières et permettra de renforcer leur suivi économique et d'améliorer la réactivité dans la gestion des crises.

Parallèlement, l'Agence de Services et de Paiement, (ASP), issue du regroupement du CNASEA et de l'AUP, permettra l'identification d'un interlocuteur unique pour les agriculteurs dans la gestion et le paiement des aides communautaires directes du 1^{er} pilier de la PAC et des mesures de développement rural (2^{ème} pilier).

Les textes législatif et réglementaires nécessaires à la création de FranceAgriMer sont en cours de finalisation.

L'ORGANISATION DE FRANCEAGRI MER

L'organisation de FranceAgriMer a déjà fait l'objet d'importants travaux. Depuis le printemps, une équipe de préfiguration a été mise en place autour de M. Fabien BOVA, actuel Directeur Général de l'ONIGC, missionné par le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche pour conduire le projet de création de FranceAgriMer.

Le travail de préfiguration s'appuie également sur les propositions de groupes de travail thématiques inter-établissements dans des domaines clés (études, budget, comptabilité, informatique, gestion des ressources humaines, sécurité des procédures...).

Un consultant spécialisé en organisation et en ressources humaines apporte son expertise au préfigurateur pour l'organisation du futur établissement. Il a notamment pour rôle d'assister l'équipe de préfiguration dans la construction d'un organigramme détaillé et d'accompagner sa mise en place.

L'organisation générale du futur établissement a pour objectif de mettre en commun les compétences et les savoir-faire des agents des établissements d'origine.

Elle sera structurée autour de domaines opérationnels par grande mission (gestion des aides, suivi des marchés et prospective, animation des filières, actions à l'international) et de domaines fonctionnels (secrétariat général, sécurité des procédures, communication...).

En particulier, une direction «animation des filières» aura pour mission de maintenir et de renforcer le lien avec les représentants de l'ensemble des maillons des différentes filières de FranceAgriMer, notamment au travers des Conseils spécialisés par filière.

Le siège social de FranceAgriMer sera maintenu à Montreuil sous Bois (93) dans les locaux de l'Arboreal. L'établissement disposera également de trois antennes nationales situées à Libourne (33), La Rochelle (17) et Volx (04).

Dans les régions, les services de la Direction Régionale de l'Alimentation, l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) seront mis, en tant que de besoin, à disposition de FranceAgriMer. Ils constitueront les échelons régionaux du nouvel établissement et mettront en oeuvre, sous son autorité directe, les missions qui leur seront confiées par le directeur général de cet établissement.

